

## Sommaire

<b>00.0 GENERALITES</b>	<b>2</b>
00.0 1 PRESENTATION DE L'OPERATION.	2
00.0 2 DÉCOMPOSITIONS EN LOTS.	2
00.0 3 LISTE DES PLANS	2
00.0 4 NOTE PRÉLIMINAIRE	2
00.0 5 COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT.	3
00.0 6 ETUDES TECHNIQUES.	3
00.0 7 MESURES	3
00.0 8 TRAIT DE NIVEAU - TRACES - AXES	3
00.0 9 RÉSERVATIONS - TROUS - SCELLEMENTS - RACCORDS.	4
00.0 10 LIMITES DE PRESTATIONS.	4
00.0 11 RECEPTION DES SUPPORTS :	4
00.0 12 PLANS D'EXÉCUTION	4
00.0 13 PROVENANCE DES FOURNITURES.	5
00.0 14 ECHAFFAUDAGES - MONTAGES - STOCKAGES.	5
00.0 15 CHANTIER VERT.	5
00.0 16 LES PRODUITS DE CONSTRUCTION.	5
00.0 17 NETTOYAGE, TRI SELECTIF, STOCKAGE ET EVACUATION.	5
<b>PROTECTION DES OUVRAGES - MATÉRIAUX - MATÉRIELS.</b>	<b>6</b>
00.0 18 Autres détériorations (saufs cas d'ouvrages ou prestations protégés comme ci avant).	6
00.0 19 Disparition de matériels et/ou matériaux mis en oeuvre.	6
00.0 20 ETABLISSEMENT DES QUANTITÉS DES DÉTAILS ESTIMATIFS.	6
00.0 21 PRESCRIPTIONS RELATIVES À L'HYGIENE, A LA SÉCURITÉ ET AUX CONDITIONS DE TRAVAIL.	6
00.0 22 GESTION DES DÉPENSES COMMUNES.	7
00.0 23 PRESTATIONS IMPOSÉES A CHAQUE ENTREPRISE :	7
00.0 24 RÈGLEMENTS ET NORMES	7
00.0 25 QUALITE ESSAIS CONTROLES.	7
00.0 26 ACCEPTATION DES FOURNITURES - ÉCHANTILLONS	8
00.0 27 SÉCURITÉ INCENDIE	8
00.0 28 PLANNING - COORDINATION	8
00.0 29 Rappel des contrôles :	8
00.0 30 DOCUMENTS A FOURNIR A LA FIN DES TRAVAUX	8
00.0 31 Opérations préalables à la réception	9
00.0 32 Documents de recollement et DOE	9
00.0 33 CAHIER PRELEMINAIRES FLUIDES.	9

**00.0 GENERALITES****00.0 1 PRESENTATION DE L'OPERATION.**

L'ensemble des CCTP ont pour objet de définir l'ensemble des travaux et prestations nécessaires à la réalisation complète d'un pôle unique de restauration (PUR) et d'un pôle de loisirs (PL), sur le site de la caserne CBA Dupuis sur la commune de Saint Pierre. Le Ministère des Armées est le Maître d'Ouvrage représenté par la Direction d'Infrastructure de la Défense de Saint Denis,

**00.0 2 DÉCOMPOSITIONS EN LOTS.**

La décomposition des lots est la suivante :

- Lot n° 01 : VRD - ESPACES VERTS
- Lot n° 02 : HORS D'EAU
  - \* Section technique 2.1 : Gros œuvre
  - \* Section technique 2.2 : Etanchéité
  - \* Section technique 2.3 : Charpente - Couverture - Bardage - Protections solaires
  - \* Section technique 2.4 : Carrelage Faïence
  - \* Section technique 2.5 : Résine de sol
- Lot n° 03 : MENUISERIE ALUMINIUM - METALLERIE
- Lot n° 04 : SECOND ŒUVRE
  - \* Section technique 4.1 : Menuiserie Bois
  - \* Section technique 4.2 : Cloisons sèches - Plafonds suspendus
  - \* Section technique 4.3 : Sol mince - Peinture
- Lot n° 05 : ELECTRICITE
- Lot n° 06 : PLOMBERIE SANITAIRE/EAU CHAUDE SOLAIRE/GAZ
- Lot n° 07 : TRAITEMENT D'AIR/CLIMATISATION/REFRIGERATION/CLOISON, PLAFONDS ET MENUISERIES ISOTHERMES
- Lot n° 08 : PHOTOVOLTAIQUE

**00.0 3 LISTE DES PLANS**

Voir la liste des plans jointe en annexe au dossier.

**00.0 4 NOTE PRÉLIMINAIRE**

Le présent descriptif, établi pour chaque corps d'état, a pour but de définir le mode de bâtir.

Il n'est pas limitatif. En conséquence, chaque entrepreneur doit réaliser l'intégralité des travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ensemble des ouvrages de son lot, pour le prix forfaitaire de son acte d'engagement, et dans le strict respect des règles de l'Art.

Chacun des entrepreneurs doit prendre connaissance de l'ensemble du C.C.T.P. afin d'intégrer dans ses prix les sujétions résultant de l'imbrication des tâches ainsi que les obligations réciproques relatives à la préservation des ouvrages de chaque corps d'état.

Aucun des entrepreneurs ne pourra arguer que des erreurs ou omissions dans les plans et pièces écrites le dispensent de travaux de son état, ni que la présence d'autres entreprises sur le chantier le conduisent à demander une quelconque augmentation du montant de son marché.

L'entrepreneur reste dans tous les cas directement responsable des travaux qu'il exécute conformément aux descriptions de l'architecte.

Les matériaux, leur mise en œuvre et les tolérances de leurs exécutions et aspects sont conformes :

- Aux cahiers des charges DTU édités par le CSTB et à leurs mémentos et règles de calculs.

- Aux EUROCODES

- Aux avis techniques, en état de validité, formulés par le CSTB, ces avis techniques devant être acceptés par la commission technique des assurances en vue de leur prise en compte en garantie au titre de la Police Individuelle de base de l'entrepreneur.

- Aux cahiers des charges édités par les fabricants après enquête spécialisée d'un bureau de contrôle et acceptés par la commission technique des assurances en vue de leur prise en compte en garantie au titre de la Police Individuelle de base de l'entrepreneur.

Les matériaux entrant dans la composition d'un ouvrage ou partie d'ouvrage doivent être conformes aux normes homologuées et enregistrées ou conformes aux documents précités.

L'emploi des matériaux autres que ceux normalisés ou visés par les documents ci-avant, même s'ils sont prescrits au cours des CCTP, leur mise en œuvre ainsi que l'utilisation de procédés non visés par les documents précités sont soumis à l'acceptation du Maître de l'Ouvrage et de la Maîtrise d'Ouvrage et accompagnés de tous justificatifs techniques, procès verbaux d'essais et références. En cas d'acceptation, ils sont couverts en garantie complémentaire en décennale spécifique au chantier par et aux frais de l'entrepreneur par assurance spéciale contractée, au bénéfice du Maître de l'Ouvrage auprès des compagnies d'assurances dommage ouvrage; les éventuelles surprimes imposées au Maître d'Ouvrage et à la Maîtrise d'Ouvrage par leurs compagnies d'assurances respectives sont, dans ce cas, à la charge de l'entrepreneur. Les éventuelles franchises, clauses d'exclusion des dites pièces, ne sont pas acceptées par le Maître d'ouvrage.

Les mises en œuvre de matériaux traditionnels non visés par les documents ci-avant respectent les recommandations professionnelles émanant d'organismes adhérents à la Fédération Nationale du Bâtiment.

Le contrôle interne auquel sont assujettis les entrepreneurs doit être réalisé :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurant que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications du marché.

...Suite de "00.0 4 NOTE PRÉLIMINAIRE..."

- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurant que celles des fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et/ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégés.
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, l'entrepreneur vérifiant que la réalisation en est faite conformément aux DTU, avis techniques du CSTB, recommandations et règles professionnelles, règles de l'art.
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisant les essais imposés par les DTU, les règles professionnelles et les essais particuliers prescrits par les documents contractuels.

À l'effet de ce contrôle interne, l'entrepreneur définit son programme de contrôle interne en précisant les dispositions prévues sur chantier pour en assurer le respect et indique le nom de la personne qui sera chargée d'assurer le contrôle des matériaux, de leurs stockages et mise en œuvre et de surveiller les essais.

Tous les prix remis comprennent la valeur de toutes les sujétions et prescriptions d'exécution telles qu'elles résultent du terrain, des différents documents contractuels, lois, décrets, arrêtés et leurs circulaires d'application régissant la construction, de la situation des locaux, des exigences du planning, du respect des règles de sécurité édictées par le Ministère du travail ou autre organisme de prévention des accidents du travail, des études nécessaires, de l'observation des avis formulés par les Maîtres d'Oeuvre, CSTB, PROMOTELEC. Aucun supplément de prix n'est admis pour respect et mise en conformité aux documents, règles et avis précédents.

En conséquence, l'adoption d'un prix unitaire pour règlement des travaux supplémentaires comprend l'ensemble de ces suggestions et ne peut être affecté d'aucune plus value qu'elles qu'en soient la quantité et la situation de l'ouvrage pour lequel il est appliqué.

#### **00.0 5 COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT.**

Chaque entreprise soumissionnaire doit prendre connaissance de l'ensemble des dossiers concernant l'opération tant en ce qui concerne les plans que les descriptifs des autres corps d'état.

L'entrepreneur doit prendre contact avec les autres corps d'état dont les ouvrages sont en liaison avec les siens, de façon à assurer une parfaite coordination à l'exécution.

#### **00.0 6 ETUDES TECHNIQUES.**

Les documents écrits et graphiques établis par la Maîtrise d'Oeuvre, ont pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter. Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur s'assure de l'exactitude des côtes des plans et coupes du dossier de consultation, de la bonne conformité des documents entre eux et fait part de ses éventuelles observations à la Maîtrise d'Oeuvre.

Il convient de signaler que les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif et que l'entrepreneur doit, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserves, tous les travaux indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit.

Du fait de la remise de son offre, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier. Pour tel lot, il ne peut se prévaloir d'une omission dans les pièces écrites dudit lot si celles d'un autre lot donnent des indications sur l'ouvrage ou la partie d'ouvrage omis.

Cet ouvrage ou partie d'ouvrage est dû et exécuté par l'entrepreneur pour lequel l'ouvrage ou la partie d'ouvrage est traditionnellement du ressort et réalisé par analogie avec les ouvrages ou partie d'ouvrage décrits.

En conséquence et d'une façon générale, les entrepreneurs titulaires de chaque lots doivent tous les travaux, fournitures et prestations mêmes non désignés, nécessaires à une exécution normale et parfaite au sens habituel du terme et des règles de l'art, celui-ci étant réputé avoir une connaissance de l'ensemble du dossier et avoir compris dans ses prix les incidences des autres lots sur ses propres travaux.

Les pièces écrites et les plans sont des pièces complémentaires, toutes prestations décrites ou dessinés sur une des pièces du dossier, sont dues par l'entreprise.

#### **00.0 7 MESURES**

Aucune mesure ne doit être prise à l'échelle métrique sur les plans établis par la Maîtrise d'Oeuvre.

En cas d'erreur, d'imprécision ou de manque de côtes, l'entrepreneur les signale en temps utile afin que les précisions nécessaires lui soient données par le Maître d'oeuvre. L'inobservation de cette clause par l'entrepreneur entraîne sa responsabilité vis-à-vis des modifications nécessaires pour la totalité des travaux de l'opération.

#### **00.0 8 TRAIT DE NIVEAU - TRACES - AXES**

Le trait de niveau à +1,00 m du niveau du sol fini des locaux, destiné à servir à tous les corps d'état, est tracé sur les murs et enduits dans toutes les pièces, locaux, paliers, etc.. par l'entrepreneur titulaire du lot 02 hors d'eau.

Si pour une raison quelconque, ce trait de niveau est effacé prématurément, l'entrepreneur ayant la charge de son tracé le reprend à nouveau à ses frais.

Les tracés nécessaires à la pose des huisseries sont exécutés et dus par l'entrepreneur chargé de l'exécution des parois dans lesquelles s'incorporent les huisseries. L'entrepreneur dont la pose des huisseries fait partie de ses prestations, effectue la vérification des dits tracés avant toute mise en œuvre.

Si une erreur est constatée après la mise en œuvre des huisseries, c'est l'entrepreneur qui a posé les huisseries qui supporte les frais nécessaires entraînés pour la mise en place conforme aux plans. Les axes d'implantation des menuiseries extérieures sont donnés par les entrepreneurs titulaires des lots concernés.

Tous les autres tracés sont exécutés et dus par l'entrepreneur intéressé.

**00.0 9 RÉSERVATIONS - TROUS - SCHELLEMENTS - RACCORDS.**

L'entrepreneur titulaire du lot 02 hors d'eau exécute, à ses frais, dans les ouvrages de maçonnerie ou de béton, tous les percements et réservations nécessaires à la fixation et au passage de ses propres ouvrages et des ouvrages des autres lots y compris les plans guides de coordination TCE. Il doit la mise en place des taquets, huisseries, fourrures, rails, douilles, fourreaux, etc. L'entreprise du lot 02 devra la synthèse de tous ces plans et la validation de toutes les réservations.

Les entrepreneurs des corps d'état secondaires doivent, dans les ouvrages de cloisons, les percements et travaux nécessaires à la fixation et au passage de leurs propres ouvrages avec les scellements, calfeutrement, bouchements et raccords en résultant. Un soin particulier est apporté à l'exécution des façons à réaliser sur les ouvrages devant rester apparents.

L'entrepreneur d'électricité doit, après mise en œuvre et essais des canalisations les empruntant, le bouchement des trémies traversant les parois ainsi que les bouchements des attentes, des encastrés divers et réservations non utilisées, qu'elles soient traversantes ou non.

Chaque entrepreneur adresse au Maître d'Oeuvre et au pilote chargé de la coordination, en nombre d'exemplaires indiqué à l'ouverture du chantier, une série complète des plans portant l'indication précise et cotée des trémies, vides et trous à réserver dans les ouvrages porteurs.

Après vérification et approbation, ces plans, sont adressés à l'ensemble des entrepreneurs des lots concernés pour élaboration de leurs propres plans.

**00.0 10 LIMITES DE PRESTATIONS.**

Les limites de prestations indiquées dans le tableau joint en annexe, sont données à titre indicatif, dans le seul but de faciliter le chiffrage des différents corps d'état.

L'entrepreneur devra s'assurer que les travaux non précisés dans le présent tableau sont bien prévus aux autres corps d'état concernés et devra le cas échéant, les intégrer dans son offre.

**00.0 11 RECEPTION DES SUPPORTS :**

Au titre des différents CCTP, peuvent être précisés les états de surfaces (référence aux DTU) et les niveaux d'arase des supports établis par tel corps d'état pour l'exécution des prestations de tel autre corps d'état. Ces renseignements sont indicatifs et ne sont opposables ni à la Maîtrise d'Ouvrage, ni à la Maîtrise d'Oeuvre. Il importe pour chaque entrepreneur de s'assurer, au titre de la coordination générale de chantier, et en préalable à l'exécution des travaux de la compatibilité des supports, tant en état de surface qu'en arase, eu égard aux prestations que ces supports doivent recevoir.

L'entrepreneur devant la réalisation de prestations sur des supports établis par un autre intervenant procède, contrairement avec celui-ci, à la réception des dits supports et fait, par écrit, part de ses éventuelles réserves et/ou observations. L'entrepreneur ayant établi les supports procède à ses frais aux travaux nécessaires pour lever les éventuelles réserves et/ou observations formulées et justifiées. En cas de litige, les entrepreneurs s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage du Maître d'Oeuvre.

L'exécution des travaux sans réserve et/ou observation écrite, sur les supports implique, ipsofacto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

En outre, chaque entrepreneur vérifie, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser et que ceux réalisés par les autres intervenants permettent la bonne réalisation de ses propres prestations.

**00.0 12 PLANS D'EXÉCUTION**

Pendant la période de préparation qui suit la notification de son marché, l'entrepreneur produit au Maître d'Oeuvre tous les plans d'exécution et de détails intéressant ses propres prestations. Ces plans sont accompagnés de notes de calcul et des notes techniques correspondantes.

L'entrepreneur est tenu de produire les plans d'exécution et de détails, d'atelier et de chantier (PAC), et tous les plans et documents techniques relatifs à des procédés d'exécution spécifiques qu'elle préconise, en temps utile et au moins 20 jours ouvrés avant tout commencement d'exécution ou mise en fabrication de l'ouvrage considéré et ce, afin d'assurer une bonne coordination entre les corps d'état.

Ces dessins sont cotés avec le plus grand soin, tous les détails utiles y sont consignés de la manière la plus minutieuse et la plus complète.

Les plans d'exécution et de détails des ouvrages établis par l'entrepreneur doivent toujours faire apparaître les ouvrages avec lesquels ils sont en contact ou dans lesquels ils s'insèrent avec figuration des organes de liaisons, de fixations, etc. et des compléments d'isolation, d'étanchéité, de rattrapage des tolérances d'exécution des ouvrages contigus, etc. prévus et/ou nécessaires. L'entrepreneur demeure responsable de toutes les erreurs qu'il aurait pu commettre dans la préparation des plans d'exécution et dessins de détail, ainsi que des erreurs qui peuvent être commises ultérieurement dans l'exécution.

Les plans d'exécution et de détails établis par l'entrepreneur sont fournis en nombre d'exemplaires précisés à l'ouverture du chantier, aux Maîtres d'Ouvrage, au Maître d'œuvre et au Contrôleur Technique. La diffusion est simultanée.

Il est rappelé que les dimensions et sections indiquées sur les documents établis par la Maîtrise d'Oeuvre sont à considérer comme minima. Durant le délai d'étude, les entrepreneurs sont chargés de les contrôler, de les majorer le cas échéant après accord de la Maîtrise d'Oeuvre et d'en tenir compte dans l'établissement de leur prix.

En aucun cas, ces dimensions et sections ne peuvent être minorées.

Les modifications imposées par l'adoption de choix en variante demandée par l'entreprise sont à sa charge.

Les tirages des plans techniques nécessaires aux travaux et aux dossiers de recollement sont à la charge de l'entreprise.

**00.0 13 PROVENANCE DES FOURNITURES.**

L'entreprise devra établir son offre avec le matériel prévu aux CCTP ou présentant des caractéristiques similaires.

Dans ce cas un échantillonnage du matériel proposé pourra être demandé par la maîtrise d'œuvre.

L'entreprise devra tenir compte dans ces prix et en fonction du délai d'exécution indiqué par le maître d'ouvrage, d'éventuels approvisionnements par transport avion.

L'entrepreneur devra justifier d'un stock de pièces détachées de rechange sur l'île pour les matériels techniques.

**00.0 14 ECHAFFAUDAGES - MONTAGES - STOCKAGES.**

Les entrepreneurs titulaires de chaque lot doivent tous les échafaudages nécessaires à l'exécution des travaux faisant l'objet de ses prestations, pour leur location, pose, dépose et double transport.

Les entrepreneurs font son affaire personnelle de toutes les manutentions de ses matériaux et fournitures.

Quelles que soient les indications portées aux cahiers des charges DTU et éventuellement en dérogation à ces documents, l'entrepreneur assure, à ses frais et sous sa responsabilité, le stockage des matériaux et fournitures avant mise en œuvre.

**00.0 15 CHANTIER VERT.**

Il semble important de décrire les grandes lignes qui serviront de guide au déroulement d'un chantier en parfaite adéquation avec le respect de l'équilibre du site.

- Une organisation spatiale stricte du chantier sera mise en place afin de limiter les nuisances visuelles, auditives et olfactives subies par les riverains (école, collège, habitations...).

- Des mesures seront prises pour réduire les gênes classiques engendrées par tout chantier (nettoyage régulier des chaussées, arrosage des pistes pour limiter les poussières volantes, gestion des approvisionnements en « heures creuses », réduction des émissions sonores des engins et appareillages de chantier...).

- La collecte des déchets de chantier (gravats, emballages, bois...) sera sélective et adaptée aux systèmes de valorisation des déchets en vigueur au moment des travaux.

- L'utilisation de matériaux respectueux de l'environnement

- Un contrôle strict et des vérifications régulières des véhicules et engins de chantier seront également organisés afin de limiter les pollutions abusives du site et de son environnement immédiat (émanations d'échappements, fuites d'huile...).

**00.0 16 LES PRODUITS DE CONSTRUCTION.**

Le choix des matériaux s'inscrit dans la démarche environnementale autant au niveau investissement que durabilité par l'intégration des notions de pérennité, de pollution globale et d'impact sur la santé liée à la mise en œuvre ou à la vie en œuvre, de maîtrise de consommations des ressources (énergie, eau, matières premières,...), de valorisation des déchets du chantier.

- De manière générale les matériaux bénéficiant de la marque NF Environnement ou du label Ecolabel ou label écologique européen seront privilégiés.

- Les références et formules des produits utilisés (peinture, solvants, enduits...) doivent garantir un degré d'assimilation par l'environnement (produits bio dégradables) et ne présenter aucun danger lors de l'application.

- les produits toxiques et très toxiques seront interdits sur le chantier.

- les produits contenant des composants nuisibles à la santé seront interdits.

- Les matériaux issus du recyclage seront par ailleurs largement favorisés.

- Les colles employées auront le label EMICODE EC1.

- Tous les bois et produits dérivé du bois devront être labellisés CTB-B+. Il bénéficieront d'une éco-certification de type FSC ou PEFC.

- L'usage est strictement interdit sur le chantier des produits contenant des glyphosates, du S-métolachlore, des néonicotinoïdes, des perturbateurs endocriniens

L'entreprise devra fournir les certificats pour tous les ouvrages. Elle devra en outre remettre à l'architecte, pour tous les composants fournis, des fiches de déclaration environnementale et sanitaire (FDES) et si ces fiches ne sont pas disponibles des fiches reprenant la nomenclature des fiches FDES permettant d'avoir une traçabilité des composants mise en œuvre.

**00.0 17 NETTOYAGE, TRI SELECTIF, STOCKAGE ET EVACUATION.**

L'entreprise de chaque lot assurera pendant toute la durée de son chantier le nettoyage systématique des zones dans lesquelles elle est intervenue.

Les déchets de chantier devront être gérés et traités par l'entreprise dans le cadre de la législation en vigueur et suivant les opérations relatives au tri sélectif. Les quatre catégories de déchets sont :

- Ordures ménagères : déchets alimentaires,...

- Déchets inertes (DI) : déchets de matériaux de construction, carrelage, céramique, laine de verre, plaques de plâtre, verres... (Tout matériau ne se décomposant pas, ne brûlant pas et ne produisant aucune réaction chimique, physique ou biologique de nature à nuire à l'environnement.)

- Déchets industriels banals (DIB) déchets mélangés, déchets de nettoyage, polystyrène, bois, plastique, cartouches, métaux, palettes, peintures à l'eau, papier cartons... (Ces matériaux ne doivent pas contenir de substances toxiques ou dangereuses nécessitant un traitement spécifique.)

- Déchets dangereux (DD) - huiles, peintures, solvants, bois traités, déchets spéciaux. . -(Tout produit contenant des éléments nocifs ou dangereux entraînant des précautions particulières d'élimination ou de traitement). Les déchets une fois triés seront stockés par type dans des bennes prévues à cet effet. Ces bennes seront mises à disposition et évacuées vers une décharge par

...Suite de "00.0 17 NETTOYAGE, TRI SELECTIF, STOCKAGE ET EVACUATION...."

L'entreprise au titre des installations communes de chantier.

Le brûlage des déchets de chantier est interdit.

L'enfouissement des déchets est interdit.

Le tri des déchets et la réalisation des zones des déchets sont généralisés et obligatoires sur le chantier. Ils seront gérés par le lot 02 hors d'eau sur le compte prorata

Tout manquement à ces règles sera passible d'une pénalité précisée au CCAP par infraction commise.

#### **PROTECTION DES OUVRAGES - MATÉRIAUX - MATÉRIELS.**

Les protections s'entendent pour location, pose remaniement, maintenance, dépose et double transport.

Sauf précision contraire énoncée au cours des CCTP, la protection des ouvrages ou parties d'ouvrages réputés former le clos et le couvert des locaux est assurée par et aux frais de l'entrepreneur dont l'exécution des prestations nécessite ou oblige à la réalisation de protections, étant précisé que la Maîtrise d'Oeuvre peut obliger à la réalisation des dites protections même si l'entrepreneur concerné les estime non utiles. La nature de ces protections est définie en accord avec l'entrepreneur ayant établi ou réalisé les prestations à protéger.

Toutefois, tous les équipements, accessoires et matériels livrés d'aspect fini et quelle que soit leur destination, sont efficacement protégés contre les chocs, coups, rayures ou autres altérations, par et aux frais de l'entrepreneur les ayant réalisés. L'enlèvement des protections et le premier nettoyage qui s'en suit sont assurés par et aux frais de l'entrepreneur ayant réalisé les dites protections sauf accord écrit intervenu entre cet entrepreneur et celui chargé des nettoyages avant réception ou livraison.

Si les protections réalisées sont mal exécutées, mal entretenues ou inefficaces et si des altérations ou détériorations des prestations sont constatées, l'entrepreneur ayant réalisé ces protections prend à sa charge les frais de réparations si celles-ci sont possibles et donnent satisfaction et, si elles sont impossibles ou ne donnent pas satisfaction, les frais de remplacement de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage considéré.

Qu'elles qu'en soient les raisons, les réparations, remises en état, remplacements d'ouvrages ou de prestations ayant subi des altérations ou des détériorations sont toujours effectués par l'entrepreneur ayant réalisé l'ouvrage ou la prestation concerné.

Les frais en résultant sont supportés par :

#### **00.0 18 Autres détériorations (saufs cas d'ouvrages ou prestations protégés comme ci avant).**

Le responsable si celui-ci est connu.

Le compte des dépenses communes (compte prorata) si le responsable n'est pas connu.

Le compte des dépenses communes (compte prorata) si le responsable bien que connu est insolvable.

#### **00.0 19 Disparition de matériels et/ou matériaux mis en oeuvre.**

Le responsable si celui-ci est connu.

Le compte des dépenses communes (compte prorata) si le responsable n'est pas connu.

Le compte des dépenses communes (compte prorata) si le responsable bien que connu est insolvable.

Chaque entrepreneur est responsable de ses matériaux et matériels approvisionnés ainsi que de ses outils sur le chantier.

Il est en outre précisé que l'entrepreneur est tenu pour responsable des dommages causés à l'aspect des parements apparents des ouvrages destinés à rester bruts. En conséquence, il veille à ce que la main d'oeuvre employée par lui sur le chantier n'exécute sur ces parements, graffitis, épaufrures, rayures ou autres. Tout manque à cette clause et non réparable sans porter préjudice à l'aspect de l'ouvrage est sanctionné par la démolition et la réfection de l'ouvrage incriminé aux frais de l'entrepreneur responsable, ou dans le cas d'impossibilité de déceler le responsable, portés au compte des dépenses communes.

Toutes ces réparations, remise en état, remplacements, quoique exécutés pendant le délai contractuel d'exécution, ne peuvent entraîner d'augmentation dudit délai.

En aucun cas les frais résultant de l'application du présent article ne peuvent être imputés au Maître d'Ouvrage.

#### **00.0 20 ETABLISSEMENT DES QUANTITÉS DES DÉTAILS ESTIMATIFS.**

Les prix du marché sont des prix forfaitaires.

Les détails estimatifs et les quantités y figurant sont établis par l'entrepreneur selon les différents articles des CCTP. A défaut d'indications précises sur ces documents, les quantités sont réputées déterminées selon les dimensions réelles des ouvrages à réaliser et sont exprimées soit à l'unité (U), soit au mètre linéaire (m), soit au mètre carré (m<sup>2</sup>), soit au mètre cube (m<sup>3</sup>), soit au kilogramme (Kg), soit au forfait (Ft) sans aucune majoration pour coupes, déchets, foisonnement, raccords, difficultés de mise en oeuvre, etc.

Les prix établis par l'entrepreneur et portés en regard de ces quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans l'article correspondant du CCTP, des charges imposées par les différents documents contractuels.

Après remise de son offre, l'entrepreneur ne peut prétendre à réclamation sur les quantités qu'il a portées au détail estimatif, ce document n'étant pas contractuel et les prix d'oeuvre qu'il contient servant uniquement à établir les situations mensuelles, les révisions ainsi que les prix nouveaux.

#### **00.0 21 PRESCRIPTIONS RELATIVES À L'HYGIENE, A LA SÉCURITÉ ET AUX CONDITIONS DE TRAVAIL.**

Le texte de loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et le décret n° 19-2020 sont applicables à cette opération.



**00.0 22 GESTION DES DÉPENSES COMMUNES.**

Elle est assurée par le titulaire du lot 02 Hors d'eau suivant CCAP

**00.0 23 PRESTATIONS IMPOSÉES A CHAQUE ENTREPRISE :**

Le nettoyage et l'évacuation jusqu'à un point du chantier prévu à cet effet de leurs propres déchets et gravois au cours des travaux.

Les calfeutrements divers entre le gros oeuvre et leurs propres prestations.

L'entreposage et le magasinage des matériaux et matériels.

La protection des prestations déjà réalisées par d'autres entreprises, la réparation ou la remise en état des installations salies ou détériorées.

L'entreprise devra prévoir la mise en place de toutes les mesures de sécurité imposées par le coordinateur de sécurité y compris toutes les sujétions d'exécution. Il est entendu que ces sujétions sont incluses dans les prix unitaires et dans les délais imposés.

L'entrepreneur devra réaliser ses ouvrages en parfaite coordination avec tous les autres corps d'état. Il devra prévoir dans son étude toutes les sujétions d'exécution entraînées en cours de réalisation, par l'incorporation des éléments des différents corps d'état, étant entendu que ces sujétions sont incluses dans le prix et le délai imposé. Il s'engage à fournir tous les renseignements nécessaires à l'établissement et à l'exploitation du planning.

L'entrepreneur devra obtenir l'accord du Maître d'Ouvrage et de l'Architecte pour le stockage des matériaux à l'abri des intempéries. Il devra tenir compte des surcharges, admissibles dans les locaux utilisés.

**00.0 24 RÈGLEMENTS ET NORMES**

En l'absence de spécifications particulières dans le C.C.T.P., les prestations à réaliser devront être conformes aux règlements et normes en vigueur le jour de la remise des offres et en particulier :

- Les D.T.U. relatifs à chaque ouvrage ou partie d'ouvrage.

- Les Eurocodes

- Les normes N.F.P. et AFNOR relatives aux matériels et matériaux.

- Les règles techniques pour le calcul des ouvrages en béton armé.

- Les règles techniques pour le calcul des ouvrages en bois.

- Les règles techniques pour le calcul des ouvrages qui sont à considérer pour la réalisation de l'ensemble de l'ouvrage.

- Les règles spécifiques applicables dans le territoire, en particulier pour la vitesse du vent, la protection des matériaux en site exposé, le calcul des réseaux d'évacuation, les enrobages d'armatures dans les bétons.

- résistance à la pression des vents :

. 2500 Pa pour une hauteur < 6 m

. 2600 Pa pour une hauteur > 6 m

- Pluviométrie : Règles métropolitaines avec majoration de 50 %.

- Les normes d'électricité en vigueur, application de la nouvelle norme C 15.100 et les dernières mises à jour.

- La nouvelle réglementation pour les handicapés et l'arrêté du 1er août 2006 et les mises à jour.

- L'arrêté du 22 octobre 2010 modifié relatif aux règles de construction parasismique.

Cette liste n'est pas limitative.

**00.0 25 QUALITE ESSAIS CONTROLES.****QUALITE**

Tous les éléments des installations devront être neufs et en parfait état.

Les appareils devront :

- Avoir une estampille de qualité ou un certificat délivré par un organisme officiel, chaque fois qu'une telle qualification existe,
- Etre garantis par leur constructeur pour l'utilisation envisagée.
- Etre agréés par les services publics ou par les sociétés concessionnaires lorsque ces organismes ont droit de contrôle sur les installations du maître d'ouvrage.
- Etre livrés sur le chantier dans leurs emballages d'origine.
- Etre munis de leurs étiquettes d'origine.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire analyser par un laboratoire officiel, aux frais de l'Entrepreneur, tout matériau ou tout appareil qui paraîtrait suspect ou qui ne serait pas conforme à la spécification du présent cahier des charges.

**ESSAIS**

L'entrepreneur doit procéder aux essais de ses installations conformément au dossier d'appel d'offres et aux normes en vigueur ainsi qu'aux instructions qui lui seront données par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur doit tous les moyens nécessaires à la réalisation des essais et de leur vérification (matières consommables, appareillages de mesure, main d'œuvre...).

Les résultats de ces essais seront retranscrits sur les procès-verbaux d'autocontrôles établis par l'entreprise.

...Suite de "00.0 25 QUALITE ESSAIS CONTROLES...."

#### CONTROLES

L'entrepreneur doit à tout moment rester à la disposition du maître d'œuvre pour lui permettre d'effectuer tous les contrôles que celui-ci jugera nécessaires.

Lorsque certains ouvrages sont destinés à être cachés dans les ouvrages définitifs, il devra le signaler en temps utile pour que les contrôles puissent être effectués en présence d'un représentant qualifié du maître d'œuvre.

#### **00.0 26 ACCEPTATION DES FOURNITURES - ÉCHANTILLONS**

Avant toute commande, les diverses fournitures nécessaires à la réalisation du second oeuvre devront recevoir l'approbation du maître d'oeuvre. Les échantillons approuvés des petits appareillages et matériel seront conservés, jusqu'à la fin des travaux dans le bureau mis à la disposition du maître d'ouvrage.

Pour certaines fournitures non disponibles sur l'île et dont l'approvisionnement par avion serait jugé trop onéreux, une sélection sur catalogue et documentation technique sera acceptée.

#### **00.0 27 SÉCURITÉ INCENDIE**

Classement :

- PUR 3 ème catégorie de type N

- PL 5 ème catégorie

Voir notice de sécurité jointe au dossier.

#### **00.0 28 PLANNING - COORDINATION**

Le planning général de base sera fourni aux entreprises lors de la consultation. Voir planning joint au dossier.

#### **00.0 29 Rappel des contrôles :**

\* Pour les V.R.D. : Contrôle des réseaux, obtention des attestations des concessionnaires.

\* Pour le couvreur et l'étancheur : Mise en eau des toitures et réseaux EP.

\* Pour le menuisier : Étanchéité des menuiseries.

\* Pour l'électricien et le photovoltaïque : Essais AQC+ contrôleur technique.

Contrôle CONSUEL.

Réception TELECOM.

Réception EDF

\* Pour le plombier : Essais AQC+ contrôleur technique.

Réception par le concessionnaire

\* Pour le cuisiniste : les services vétérinaires et contrôleur technique

\* Pour le peintre : Contrôle imperméabilisation avec présentation de l'attestation d'assurance décennale conjointe applicateur et fabricant plus avis favorable du contrôleur.

#### **00.0 30 DOCUMENTS A FOURNIR A LA FIN DES TRAVAUX**

Les dossiers de recollement seront établis par les entreprises en trois exemplaires dont un reproductible, ainsi qu'un support informatique (Autocad ou autre).

Les entreprises doivent remettre les plans, documents et références correspondant aux prestations prévues à leur marché. Elles doivent présenter tous les documents et adaptations apportés en complément du projet d'origine à leur charge ou initiative. Les autres documents seront établis par la maîtrise d'oeuvre.

Les documents fournis par l'entreprise concernent en particulier :

\* VRD - Plan des réseaux, repérage côté des regards, chambres P.T.T., etc...

\* Gros Oeuvre/Etanchéité des Toitures Terrasse/Charpente/Couverture

- Plans techniques de béton armé, réseaux encastrés.

- Plans techniques de charpente - Carnet de détails.

- Références des quincailleries

- Fiches techniques

\* Menuiserie Aluminium - Menuiserie Bois - Métallerie

- Carnet de détails des ouvrages exécutés.

- Références des quincailleries.

- Fiches techniques des produits employés (alliages, bois vitrage, joints...)

\* Faux Plafond

- Références des produits mis en œuvre.

- Fiches techniques des produits employés

\* Revêtement de Sol / Mur

- Références / Classement UPEC -

Fiches techniques



...Suite de "00.0 30 DOCUMENTS A FOURNIR A LA FIN DES TRAVAUX..."

- \* Peinture
  - Attestation d'assurance imperméabilisation des façades.
  - Fiches techniques
- \* Électricité et photovoltaïque
  - Références des appareils, notices d'entretien.
  - Schémas unifilaires.
  - Schémas de câblage téléphone et télévision.
  - Références appareils et appareillage.
  - Fiches techniques
- \* plomberie Sanitaire ECS VMC et climatisation
  - Références matériaux et matériels plomberie.
  - Schémas de réseau.
  - Références des appareils, notices d'entretien.
  - Fiches techniques.

### **00.0 31 Opérations préalables à la réception**

- Les opérations préalables à la réception comprennent trois visites espacées de quinze jours au maximum :
  - a. - Pré-réception intérieure.
  - b. - Pré-réception extérieurs et façades.
  - c. - Visite officielle des OPR avec levée des réserves.

### **00.0 32 Documents de recollement et DOE**

Documents de recollement et des ouvrages exécutés : Ils doivent être remis avant levée des réserves pour que la validité de la réception soit contractuellement acceptée.  
Chacune des entreprises fournira à la Maîtrise oeuvre un dossier complet des Ouvrage Exécutés avec fiches techniques et Procès Verbal d'essai.  
Ce dossier sera réalisé suivant le CCAP.

### **00.0 33 CAHIER PRELEMINAIRES FLUIDES.**

#### **0.1 Limites de prestations**

Les limites de prestations indiquées dans le tableau joint en annexe, sont données à titre indicatif, dans le seul but de faciliter le chiffrage des différents corps d'état.

L'entrepreneur devra s'assurer que les travaux non précisés dans le présent tableau sont bien prévus aux autres corps d'état concernés et devra le cas échéant, les intégrer dans son offre.

#### **0.2 Documents à fournir par l'entrepreneur**

Tous les documents remis par les entreprises seront rédigés en langue française.

##### **0.2.1 En phase préparation travaux**

- 0• 0• PPSPS.
- Planning prévisionnel.
- Fiches et caractéristiques techniques du matériel.
- Plans d'exécution.
- Notes de calcul.
- Schémas et synoptiques
- Plans de détail des installations.
- Plans de réservations.
- Documents complémentaires éventuels :
  - o plans d'Atelier de chantier (PAC)
  - o plans de fabrication

Le dossier complet sera remis par l'entreprise adjudicataire pour validation, à la maîtrise d'œuvre et au bureau de contrôle, dans le délai de la période de préparation.

Aucune prestation ne saurait être engagée sans avis favorable de la maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle.

Le cas échéant, la levée et reprise de travaux de toute non-conformité constatée et consignée dans les PV partiels de ce dernier seront intégralement à la charge de l'Entrepreneur.

##### **0.2.2 En phase travaux**

...Suite de "00.0 33 CAHIER PRELIMINAIRES FLUIDES...."

Avant la réception des ouvrages, un jeu de plans des ouvrages exécutés sera transmis à la maîtrise d'œuvre pour vérification et prise en compte pour les DOE.

A la fin du chantier, l'entreprise remettra l'ensemble de ses Dossiers des Ouvrages Exécutés formaté selon l'annexe du présent CP.

Ces documents seront reliés et transmis au Maître d'œuvre conformément au CCAP pour l'établissement du Dossier des Ouvrages Exécutés.

Les documents seront également transmis sous format informatique (documents au format réinscriptible : Word, Excel, DWG et RVT et version PDF).

### 0.3 Provenance des fournitures

L'entreprise devra établir son offre avec le matériel prévu aux CCTP ou présentant des caractéristiques similaires.

Dans ce cas un échantillonnage du matériel proposé pourra être demandé par la maîtrise d'œuvre.

L'entreprise devra tenir compte dans ces prix et en fonction du délai d'exécution indiqué par le maître d'ouvrage, d'éventuels approvisionnements par transport avion.

L'entrepreneur devra justifier d'un stock de pièces détachées de rechange sur l'île pour les matériels techniques.

### 0.4 Responsabilité de l'Entrepreneur - Protection des ouvrages

L'entrepreneur est responsable de la qualité et du bon fonctionnement des installations qui lui sont confiées, ainsi que du respect des performances exigées dans le présent document, à la date de livraison de ses ouvrages.

L'entrepreneur doit la protection de ses propres ouvrages pendant l'exécution des travaux et jusqu'à la réception de l'opération.

Les protections mises en place ne doivent pas gêner l'exécution des travaux des autres corps d'état.

En fin de travaux, il doit l'enlèvement de toutes les protections provisoires, le nettoyage de ses ouvrages ainsi que la remise en état des lieux.

### 0.5 Coordination avec les autres corps d'état

Chaque entreprise soumissionnaire doit prendre connaissance de l'ensemble des dossiers concernant l'opération tant en ce qui concerne les plans que les descriptifs des autres corps d'état.

L'entrepreneur doit prendre contact avec les autres corps d'état dont les ouvrages sont en liaison avec les siens, de façon à assurer une parfaite coordination à l'exécution.

### 0.6 Qualité - Vérifications - Essais - Contrôles

#### 0.6.1 Qualités

Tous les éléments des installations devront être neufs et en parfait état.

Les appareils devront :

- Avoir une estampille de qualité ou un certificat délivré par un organisme officiel, chaque fois qu'une telle qualification existe,
- Etre garantis par leur constructeur pour l'utilisation envisagée.
- Etre agréés par les services publics ou par les sociétés concessionnaires lorsque ces organismes ont droit de contrôle sur les installations du maître d'ouvrage.
- Etre livrés sur le chantier dans leurs emballages d'origine.
- Etre munis de leurs étiquettes d'origine.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire analyser par un laboratoire officiel, aux frais de l'Entrepreneur, tout matériau ou tout appareil qui paraîtrait suspect ou qui ne serait pas conforme à la spécification du présent cahier des charges.

#### 0.6.2 Essais

L'entrepreneur doit procéder aux essais de ses installations conformément au dossier d'appel d'offres et aux normes en vigueur ainsi qu'aux instructions qui lui seront données par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur doit tous les moyens nécessaires à la réalisation des essais et de leur vérification (matières consommables, appareillages de mesure, main d'œuvre...).

Les résultats de ces essais seront retranscrits sur les procès-verbaux d'autocontrôles établis par l'entreprise.

---

...Suite de "00.0 33 CAHIER PRELIMINAIRES FLUIDES...."

### 0.6.3 Contrôle

L'entrepreneur doit à tout moment rester à la disposition du maître d'œuvre pour lui permettre d'effectuer tous les contrôles que celui-ci jugera nécessaires.

Lorsque certains ouvrages sont destinés à être cachés dans les ouvrages définitifs, il devra le signaler en temps utile pour que les contrôles puissent être effectués en présence d'un représentant qualifié du maître d'œuvre.

### 0.7 Réception des installations

L'entrepreneur devra faire par écrit la demande de réception au maître d'œuvre.

La réception sera réalisée en présence de l'entrepreneur, venu avec un exemplaire papier du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

### 0.8 Garantie de Parfait Achèvement

L'entrepreneur garantit de façon formelle la parfaite réalisation des travaux faisant l'objet du marché, suivant les règles de l'art et les textes et réglementations en vigueur.

Cette garantie de un an portera sur tous les défauts visibles ou non des matériaux employés, contre tous les vices de construction, de conception et de réalisation ainsi que sur le bon fonctionnement de l'installation, aussi bien dans son ensemble que dans les détails.

Pendant la période de garantie, l'entrepreneur devra remplacer à ses frais toutes les pièces défectueuses ou toute partie de l'installation qui aurait été endommagée par suite d'une défectuosité.

Si la venue d'un agent d'un constructeur est nécessaire pour remettre le matériel en état, il doit également à sa charge le déplacement, les frais de séjour et tous frais affairant à sa venue.

Les pièces de remplacement seront garanties pendant un an après leur mise en place.

ANNEXE 1 - TABLEAU LIMITES DE PRESTATIONS (Voir Annexe Pièces communes Architecte)